



«Une bombe à retardement»

PAUVRETÉ ► Cri d'alarme de la Commission fédérale pour l'enfance et la jeunesse (CFEJ): 100 000 jeunes sont en situation de pauvreté en Suisse. Elle réclame un ambitieux plan de lutte.

FRANÇOIS NUSSBAUM

Depuis un demi-siècle, on s'est attaché à offrir de bonnes conditions aux personnes âgées. Résultat: les gens de plus de 65 ans ne sont aujourd'hui que 1,5% des bénéficiaires de l'aide sociale. En revanche, 45% ont moins de 25 ans (soit 100 000 sur 210 000 bénéficiaires). Les conditions d'existence de la jeune génération ne cessent de se détériorer, constate la CFEJ.

«Trouver rapidement des réponses crédibles à ce phénomène aussi important qu'inattendu constitue le prochain enjeu majeur de ce XXI^e siècle», assure le Genevois Pierre Maudet, président de la CFEJ. Son rapport, présenté hier, analyse la situation sous l'angle des enfants et jeunes concernés, et non plus seulement en termes

de groupes ou de couches sociales.

Etre pauvre? «C'est quand on est exclu parce qu'on n'a pas d'argent, pas à manger, pas d'habits, d'appartement, de famille», dit une adolescente de 15 ans. Une autre, 17 ans, ajoute: «C'est surtout quand t'as pas d'amis qui s'occupent de toi.» Une troisième confirme: «Si j'avais pas mes camarades, je sais pas si je serais encore en vie aujourd'hui.»

Et l'institution scolaire, remplit-elle son rôle? Pas pour cet élève qui, malgré une intelligence supérieure à la moyenne, a été placé dans une classe à bas niveau, suite à des problèmes familiaux et non scolaires (battu par sa mère, jeté à la rue avec un pied cassé, dormant dans la forêt en hiver). Il hoche la tête: «Je ne

comprends pas que ça existe encore, ça me dépasse...»

C'est donc à partir de tels témoignages que la CFEJ a tenté de cerner le phénomène de pauvreté. Celui-ci touche toujours plus de chômeurs jeunes, travailleurs au revenu insuffisant, familles monoparentales, familles nombreuses, migrants, ceci dans toutes les couches de la population. L'aide sociale transitoire est devenue une solution durable pour beaucoup.

Le groupe d'enfants jusqu'à 10 ans est le plus touché, surtout dans les villes (un sur sept à Bâle). Autre phénomène: ceux dont on perd la trace statistique à la fin de l'école obligatoire reviennent à l'aide sociale à 17-18 ans, souvent criblés de dettes (factures de téléphone, piège du «petit

crédit»). Et 70% des bénéficiaires n'ont aucune formation professionnelle.

La CFEJ formule une bonne cinquantaine de recommandations, qui s'inscrivent dans une stratégie globale de lutte contre la «bombe à retardement» que constitue la précarité croissante des jeunes. Elles vont de l'accueil extra-familial aux bourses d'études, en passant par l'école obligatoire dès 4 ans, le soutien scolaire et l'intégration au marché du travail.

En point de mire: égalité des chances garantie, harmonisation des mesures au plan fédéral, responsabilité accrue de l'Etat. Mais surtout un décloisonnement des politiques sociale, familiale, scolaire, aujourd'hui encore enfermées par secteur et par canton.